



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
N° 18-2022AI DU 20 JUIN 2022
relatif à l'exploitation par la société RIA ENVIRONNEMENT
d'un centre de regroupement et de traitement de matières de vidange
dans la ZA de Kerandréo à RIEC-SUR-BÉLON**

**LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'Honneur**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre Ier, les titres Ier et II du livre II et le titre Ier du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application de ses articles L.214-1 à L.214-6 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V, titre Ier du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;
- VU** les arrêtés ministériels des 31 mai 2012 et 31 juillet 2012 relatifs aux garanties financières prévues par l'article R.516-1.5° du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

- VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPG) de la région Bretagne adopté le 23 mars 2020 ;
- VU** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) adopté le 19 décembre 2020 ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Sud-Cornouaille approuvé par arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 ;
- VU** le récépissé préfectoral n° 38-12D du 22 novembre 2012 donnant acte à la société Bretagne Curage Assainissement de sa déclaration relative à l'exploitation d'une installation de regroupement et de transit de déchets non dangereux non inertes au 7 ZA de Kerandréo à RIEC-SUR-BÉLON ;
- VU** le récépissé préfectoral de déclaration de changement d'exploitant du 23 février 2021 donnant acte à la société RIA ENVIRONNEMENT d'avoir pris la suite de la société Bretagne Curage Assainissement ;
- VU** la demande reçue le 07 mai 2021, présentée par la société RIA ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 5 impasse du Bois à BRECH (56400), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de traitement de déchets non dangereux dans la ZA de Kerandréo à RIEC-SUR-BÉLON et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;
- VU** le dossier présenté à l'appui de la demande susvisée ;
- VU** la décision d'examen au cas par cas du 02 avril 2021 concluant à la dispense d'évaluation environnementale sur le projet présenté ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2022 prescrivant l'ouverture d'une participation du public par voie électronique sur la demande susvisée pour une durée de trente jours du 17 février 2022 au 18 mars 2022 inclus, sur le territoire des communes de RIEC-SUR-BÉLON, BANNALEC et LE TRÉVOUX, touchées par le rayon d'affichage prescrit de 2 kilomètres au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes concernées et à la préfecture ;
- VU** la publication en date du 27 janvier 2022 de cet avis dans deux journaux locaux (Ouest-France et Le Télégramme) ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère ;
- VU** le bilan de la participation du public par voie électronique établi le 25 avril 2022 ;
- VU** l'avis favorable émis à l'unanimité par le conseil municipal de la commune de RIEC-SUR-BÉLON le 30 mars 2022 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées (DREAL) en date du 02 juin 2022 ;

VU le projet d'arrêté porté le 10 juin 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU le courriel du pétitionnaire en date du 13 juin 2022 par lequel il indique ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté et les prescriptions associées ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que, le montant des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement étant inférieur à 100 000 €, l'exploitant n'est pas tenu de les constituer ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société RIA ENVIRONNEMENT, (SIRET 484 441 704 00059), dont le siège social est situé 5 impasse du Bois à BRECH (56400), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de RIEC-SUR-BÉLON, ZA de Kerandréo, les installations mentionnées au chapitre 1.2.

ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Riec-sur-Bélon	163p et 164p section ZC	Kerandréo

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 4 270 m².

ARTICLE 1.1.3 - INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 6 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE		Activité	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime (*)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Traitement des matières de vidange par déshydratation, phyto-épuration et infiltration. Volume journalier maximal traité de 20 t/j (supérieur à 10 t/j)	A
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1	Regroupement et transit de matières de vidange et sables de curage de dispositifs d'assainissement Volume maximal présent de 110 m ³ (inférieur à 1 000 m ³)	DC

(*) A : autorisation

DC : déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentés par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage d'activités.

CHAPITRE 1.5 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 - REJETS D'EAUX

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales
- eaux issues du traitement des matières de vidange, traitées par phyto-épuration
- eaux vannes.

Les eaux pluviales des zones imperméabilisées sont collectées puis dirigées vers le réseau communal ou s'infiltrant sur les zones enherbées.

Les eaux issues du traitement sont infiltrées dans le terrain naturel après épuration.

Les eaux vannes sont collectées dans une fosse étanche puis pompées et traitées sur place avec les matières de vidange réceptionnées sur le site.

Le site n'est à l'origine d'aucun rejet superficiel d'eaux résiduelles.

CHAPITRE 2.2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

L'établissement dispose des matériels et équipements permettant de contenir sur site tout épandage accidentel de matières potentiellement polluantes (matériel et/ou dispositif d'obturation des réseaux, absorbant,...).

CHAPITRE 2.3 - SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

L'exploitant fait procéder à une double analyse des eaux traitées, avant infiltration, dans les conditions suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Localisation du point de mesure	Fréquence de mesure
pH	compris entre 5,5 et 8,5	Entrée et sortie de lagune (de 60 m ³) avant infiltration	Semestrielle
Température	inférieure à 30°C		
DCO	60 mg/l		
MES	15 mg/l		
N-NTK	8 mg/l		
E-Coli	< 30/100 ml		

L'exploitant établit un plan de surveillance dans le milieu pour s'assurer de l'absence d'effet de l'infiltration sur la qualité des sols et des eaux souterraines notamment.

TITRE 3 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 - BRUIT

Les niveaux limites de bruit de l'activité sont fixés par l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

CHAPITRE 3.2 - INSERTION PAYSAGÈRE ET PROPRIÉTÉ

Les installations sont maintenues propres et entretenues. Le site est correctement inséré dans son environnement paysager.

CHAPITRE 3.3 - ODEURS

L'activité exercée et les installations du site ne doivent pas être à l'origine d'odeur de nature à incommoder le voisinage. Les déchets potentiellement odorants sont entreposés dans des capacités fermées. Toute émission d'odeur doit immédiatement faire l'objet de mesures correctives appropriées et efficaces.

TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les voies et aires libres desservant les installations permettent l'accès et la mise en œuvre des matériels de lutte contre l'incendie en toutes circonstances.

Le numéro de téléphone du personnel d'astreinte (ou joignable en cas d'urgence) est mis en place bien en évidence sur le portail d'accès au site.

Un plan d'intervention est affiché à l'entrée du bâtiment. Ce plan mentionne les moyens de secours disponibles sur le site.

TITRE 5 - GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les déchets à traiter sont réceptionnés sur site par camion puis dépotés dans une cuve étanche (dénommée silo dans le dossier) après transit par un dégrilleur. Elles passent ensuite par une unité de déshydratation permettant la séparation des boues et d'une phase aqueuse. Les boues sont ensuite évacuées pour valorisation en compostage. La phase aqueuse est stockée au sein d'une lagune puis pompée et orientée vers une filière de traitement par phyto-épuration. Les eaux traitées obtenues in fine sont stockées dans une lagune. Elles sont ensuite soit infiltrées sur site, soit filtrées par sable et traitées aux UV avant stockage pour réutilisation dans le process (remplissage des camions d'hydrocurage, mélange du floculant au sein de l'unité de déshydratation).

Le site comporte également des bennes destinées à recevoir les sables de curage issus des opérations de curage de réseaux d'assainissement.

CHAPITRE 5.2 - DESCRIPTION DES DÉCHETS ENTRANTS

Les déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont exclusivement les déchets non dangereux suivants :

- matière de vidanges de dispositifs d'assainissement
- sables de curage des réseaux
- boues produites par la déshydratation des matières réceptionnées
- phase aqueuse produite par la déshydratation des matières réceptionnées
- eaux traitées avant élimination et/ou réutilisation.

TITRE 6 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 6.1 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DES MATIÈRES DE VIDANGE DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT

La cuve de réception des matières de vidange brutes (dénommée silo dans le dossier) est pourvue d'une cuvette de rétention étanche de capacité au moins égale à celle de la cuve.

Les dispositifs d'infiltration mis en œuvre assurent la permanence et l'efficacité de l'infiltration des eaux usées traitées. Ils sont maintenus régulièrement à cette fin, sur la base d'un programme établi par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées l'étude pédologique, hydrogéologique et environnementale montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration.

Cette étude comprend a minima :

1° une description générale du site où sont localisés la station et le dispositif d'évacuation : topographie, géomorphologie, hydrologie, géologie (nature du réservoir sollicité, écrans imperméables), hydrogéologie (nappes aquifères présentes, superficielles et captives) ;

2° les caractéristiques pédologiques et géologiques des sols et des sous-sols, notamment l'évaluation de leur perméabilité ;

3° les informations pertinentes relatives à la ou les masses d'eau souterraines et aux entités hydrogéologiques réceptrices des eaux usées traitées infiltrées : caractéristiques physiques du ou des réservoirs (porosité, perméabilité), hydrodynamiques de la ou des nappes (flux, vitesses de circulation, aire d'impact) et physico-chimiques de l'eau. Ces données se rapporteront au site considéré et sur la zone d'impact située en aval. Il est demandé de préciser les références, les fluctuations et les incertitudes ;

4° la détermination du niveau de la ou des nappes souterraines et du sens d'écoulement à partir des documents existants ou par des relevés de terrain si nécessaire, en précisant les références, les fluctuations et les incertitudes ;

5° l'inventaire exhaustif des points d'eau déclarés (banques de données, enquête, contrôle de terrain) et des zones à usages sensibles, sur le secteur concerné, et le cas échéant, les mesures visant à limiter les risques sanitaires ;

6° le dimensionnement et les caractéristiques du dispositif d'infiltration à mettre en place au regard des caractéristiques et des performances du dispositif de traitement et les moyens mis en œuvre pour éviter tout contact accidentel du public avec les eaux usées traitées.

CHAPITRE 6.2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations doivent disposer d'une réserve de produits consommables suffisante pour leur permettre d'assurer une continuité de leur activité et de la surveillance de leurs rejets dans des conditions exceptionnelles.

Les stocks de réactifs doivent notamment être suffisants pour assurer une continuité de l'activité pour une durée minimale de 2 mois.

TITRE 7 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 7.1 - CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 7.2 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de RIEC-SUR-BÉLON est mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de RIEC-SUR-BÉLON fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture du Finistère l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société RIA ENVIRONNEMENT.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

CHAPITRE 7.3 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 7.4 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société RIA ENVIRONNEMENT.

QUIMPER, le 20 JUIN 2022

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

DESTINATAIRES :

- Mme la maire du TRÉVOUX
- MM. les maires de RIEC-SUR-BÉLON et BANNALEC
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - SPPR/DRC
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer - SA et SEB
- M. le chef du service départemental d'incendie et de secours
- M. le gérant de la société RIA ENVIRONNEMENT